



Conférence des jeunes d'Unia 08.05.2021

Texte d'orientation sur la Grève pour l'Avenir

La crise climatique, défi historique mondial

Nous sommes en 2021 et la crise climatique est bien engagée. Dans le monde entier, le permafrost fond à une vitesse inquiétante et près de trois millions d'hectares de forêts sont sacrifiés chaque année sur l'autel du profit. La pollution de l'atmosphère et de l'eau ainsi que l'augmentation de la température d'origine humaine progressent. Nous approchons dangereusement des points de bascule vers une catastrophe climatique inexorable. Il nous reste certes encore un peu de temps mais des changements rapides et radicaux s'imposent d'urgence. La jeunesse Unia est ainsi solidaire avec la Grève pour l'avenir en soutenant la revendication de zéro émissions nettes à l'horizon 2030. Elle soumet donc ses réflexions à la discussion avec le présent texte d'orientation. La Jeunesse Unia rejette fermement toutes les mesures visant à éviter la crise climatique au détriment des travailleurs. Une politique climatique combative doit être basée sur les intérêts des travailleurs et leur protection. Dans le monde entier, les objectifs climatiques les plus laxistes sont maintes fois manqués. Cela démontre bien que le capitalisme vert n'offre aucune alternative. La jeunesse Unia est convaincue que le seul moyen de repousser la crise climatique est d'en finir avec le système économique capitaliste et qu'à cet égard, les travailleuses/travailleurs et les syndicats ont un rôle crucial à jouer dans la lutte contre la crise climatique.

Climat et société des classes

En notre qualité d'organisation de travailleuses et de travailleurs, nous défendons les intérêts des salarié-e-s, c'est-à-dire les intérêts de celles et ceux qui ne possèdent rien d'autre que leur main d'œuvre qu'ils doivent vendre contre un salaire dont dépend leur subsistance. Aujourd'hui encore, la classe ouvrière représente plus de 90% de la population mondiale car, employée ou pas, la grande majorité de l'humanité dépend d'une manière ou d'une autre d'un revenu acquis par le biais d'un travail salarié. Certain-e-s d'entre nous sont directement intégré-e-s au processus de travail. Ils exercent un travail salarié qui leur permet de pourvoir à leurs propres besoins, à ceux de leur famille et à ceux de leur entourage. Les écolier-e-s et les étudiant-e-s font aussi partie de la classe ouvrière : s'ils ne travaillent pas encore, ils sont néanmoins formés à effectuer un travail salarié plus tard.

Face aux travailleuses et travailleurs se trouve la classe possédante, composée de celles et ceux qui possèdent les moyens de production, à savoir des entreprises, des sites de production et surtout le capital financier. La société capitaliste dans laquelle nous vivons repose en effet sur le hiatus entre salarié-e-s et possédant-e-s. Comme toute autre crise, la crise climatique se jouera aussi autour de ces frontières. Mais c'est nous, les travailleuses et travailleurs, qui serons les

premiers à en subir les conséquences. La crise climatique frappe d'ailleurs d'ores et déjà beaucoup plus durement les travailleuses et travailleurs exclus du pouvoir social : femmes, migrant-e-s, précaires, Black, Indigenous and People of Color (BIPoC), etc. Elle accentuera de plus en plus les conflits, provoquera famines et exodes de masse en frappant toujours essentiellement les travailleuses et travailleurs, à l'avenir. Dans la mesure où nous, travailleuses et travailleurs, sommes les principales victimes de cette crise, c'est à nous qu'il appartient de la combattre à la racine. Mais comment faire ?

Individualisme et pouvoir économique

De nombreuses approches visent à personnellement changer de style de vie et de mentalité. Si le moyen est légitime, son efficacité est pourtant très limitée : notre comportement de consommation ne sera pas à même de résoudre la crise en profondeur. A fortiori, une politique uniquement axée sur la consommation personnelle risque de désigner à tort les travailleuses et travailleurs comme les coupables de la crise. En tant que salarié-e-s, nous ne pouvons pourtant consommer que ce qui est à notre portée. Ce n'est donc pas le niveau de vie de la classe ouvrière qui est en cause dans le changement climatique d'origine humaine mais bien la cupidité, la surproduction et l'incurie de la classe possédante. Accuser les consommatrices et consommateurs, donc la classe ouvrière, de la destruction de l'environnement ne saurait être une politique climatique sérieuse.

Si la crise climatique est le résultat du mode de production capitaliste, c'est à la classe ouvrière et à elle seule de prendre ses responsabilités en se saisissant du contrôle de la production et, partant, du pouvoir politique et social. Il n'y a pas d'autre issue et nous nous y emploierons de toutes nos forces. L'écocapitalisme n'est pas une option : ce ne sont pas de simples réformes dans le cadre du capitalisme qui permettront d'échapper à la crise même si elles seront forcément imposées au détriment des travailleuses et travailleurs. Mais comment organiser la lutte pour notre avenir ?

Rôle des syndicats

Les syndicats ont toujours été et demeurent la principale forme d'organisation de la classe ouvrière. Ils rassemblent les travailleuses et travailleurs dans les entreprises, les secteurs d'activité, les pays et au plan international. Les syndicats sont la mémoire collective de la classe ouvrière. Ils forgent des identités, éveillent la solidarité et créent une conscience collective. Ils nous enseignent que c'est l'union qui fait la force et que plus nous serons unis, plus nous serons forts. Conscients que la crise climatique nous concerne en tant que travailleuses et travailleurs et que seule la lutte collective porte des fruits à long terme, nous plaçons pour que les syndicats participent au combat pour notre avenir. L'arme de la grève doit en devenir un outil crucial.

Une grève, c'est l'arrêt collectif du travail dans une entreprise, un secteur d'activité, un pays, voire même au-delà. Elle exprime le refus des travailleuses et travailleurs de mettre leur main d'œuvre au service du profit. Aucune marchandise n'est produite, aucun service n'est fourni pendant le refus collectif de travailler. La grève est donc avant tout une arme économique parce qu'elle vise à causer un dommage économique aux possédants et ainsi leur mettre la pression. C'est à travers la grève que se révèle le réel pouvoir des travailleuses et travailleurs quand ils agissent ensemble : plus aucun rouage ne tourne, plus aucune lampe ne s'allume alors sans le bon vouloir de la classe ouvrière. La grève est enfin une arme politique : elle dévoile les rapports de propriété et de pouvoir dans la société et remet en cause, ne serait-ce que périodiquement, le pouvoir dans une entreprise, une branche ou un pays.

Pour une politique combattive pour le climat !

Les manifestations et les sit-ins ne suffisent pas pour amener les possédants à atteindre certains objectifs climatiques. Il nous faut un mouvement de grève émanant de la classe ouvrière qui

remette justement en cause le pouvoir économique et politique en rapport avec la crise climatique. La grève politique sera un premier pas dans cette direction. Elle nous permettra d'accentuer la pression sur l'Etat à tel point que celui-ci réponde à la revendication d'une protection efficace du climat ou, scénario bien plus réaliste, nous révèle son impuissance face à la crise climatique.

Convaincus que ni l'Etat, ni le capital ne résoudront cette crise, allons encore plus loin en réclamant la révolution sociale, le bouleversement en profondeur des rapports de pouvoir et de propriété. Nous, les travailleuses et travailleurs, sommes en effet les seuls à pouvoir mettre en œuvre les mesures nécessaires pour venir à bout de la crise. Les syndicats doivent être le pivot de cette lutte contre l'exploitation de l'être humain et de la nature. Avec leurs structures sclérosées et bureaucratiques ils semblent ne pas être en mesure, à ce jour, d'organiser une grève d'une telle ampleur. L'histoire de la classe ouvrière a par contre démontré que des mouvements syndicaux pouvaient éclore à une vitesse fulgurante. Si parfois rien ne se passe pendant des décennies, des décennies entières de mouvement peuvent se jouer en quelques semaines.

Le simple fait d'appeler à la grève ne suffit pas pour autant. Si nous voulons venir à bout de la crise climatique ensemble, nous devons gagner la confiance des travailleuses et travailleurs car leur réticence coule de source : on les a trop souvent trompés, appâtés avec des promesses creuses et mobilisés pour les intérêts d'autrui. Beaucoup de travailleuses et travailleurs non seulement ne croient plus aux institutions, mais ne font plus confiance non-plus à leurs propres organisations. En faisant grève, certain-e-s travailleuses et travailleurs pourraient mettre toute leur existence en jeu. C'est sans doute la raison pour laquelle ils peuvent se montrer plus passifs et plus sceptiques au début. Une fois qu'ils sont lancés, par contre, il n'y a plus de retour. La classe ouvrière peut alors déplacer des montagnes avec des grèves.

Les travailleuses et travailleurs eux-mêmes sont les mieux placés pour savoir quels changements sont nécessaires dans la société, leur secteur et leur entreprise pour réduire les émissions. Dans de nombreux cas, les problèmes sont connus depuis longtemps. Les solutions sont prêtes, mais elles sont empêchées par la logique du profit. En tant que syndicat, il nous incombe également d'offrir une plateforme pour des revendications concrètes. Dans nos structures, nous devrions discuter et travailler sur la manière dont nous pouvons transformer l'économie et la société, la production et la vente, l'administration et la distribution au service des personnes et de l'environnement.

Que cela signifie-t-il pour l'organisation de la Grève pour l'avenir ?

La première chose à faire, c'est de renforcer la classe ouvrière et son autodétermination.

L'appartenance et l'engagement politique au sein d'un syndicat en sont le premier pas. La lutte contre la crise climatique ne s'organise pas seulement dans les syndicats, mais aussi dans les comités de grève sur place. Les organisations de la classe ouvrière ne se limitent pas aux syndicats et aux partis traditionnels. Il y a aussi les comités locaux, les réseaux d'entraide de voisinage et les groupes d'action. Le collectif prend le relais de l'individu dans la lutte partout où les travailleuses et travailleurs s'organisent. Ce n'est qu'en se sentant forts ensemble qu'on pourra mener la grève politique. Il n'y a pas d'autre moyen pour nous réapproprier notre avenir. Nous ne devons plus faire appel à la classe politique mais prendre nous-même les choses en main en tant que travailleuses et travailleurs.

Dans cet esprit, la jeunesse Unia rejette aussi tout carriérisme : nul ne doit tirer profit de notre travail pour sa carrière politique ou économique. Les travailleuses et travailleurs doivent être les propres maîtres de leur combat C'est exactement la raison pour laquelle le mouvement pour le climat doit à notre avis développer des structures plus claires et plus transparentes, ce qui signifie également que les représentants publics du mouvement doivent rendre des comptes à la base.

La grève pour l'avenir est une étape importante pour un monde préservé et sain. Les travailleuses/travailleurs et leurs syndicats ont un rôle crucial à y jouer. Nous soutenons la grève pour l'avenir tout en étant conscients qu'il reste encore beaucoup à faire pour parvenir à une grève politique à l'échelle nationale. Une grève politique est à nos yeux indispensable et nous croyons en ses chances de réussir. La grève pour l'avenir est une étape vers un bouleversement nécessaire de la société entière en Suisse et dans le monde entier.

Aude Spang, Secrétaire femmes et jeunesse